

Convention collective

**EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE,
D'ÉLEVAGE ET DE MARAÎCHAGE
FINISTÈRE**

(22 septembre 1981)

(Etendue par arrêté du 12 mars 1982,
Journal officiel du 8 avril 1982)

AVENANT N° 46 DU 26 SEPTEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0597198M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats FGA-CFDT du Finistère ;

L'union départementale des syndicats FO du Finistère ;

L'union départementale des syndicats CFE-CGC du Finistère,

D'autre part,

les représentants patronaux agissant en vertu d'une délibération spéciale de leur syndicats, les représentants ouvriers en vertu des dispositions statutaires de leur organisation,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 8 de la convention collective est ainsi rédigé :

Article 8

Période d'essai

Toute période d'essai est précisée par écrit.

Pour les contrats à durée indéterminée, la durée de la période d'essai est fixée :

- à 1 mois pour un salarié de niveau 1 ou 2 ;
- à 2 mois pour un salarié de niveau 3 ou 4.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Une prolongation de 15 jours de la période d'essai initiale pourra être décidée par l'employeur. Elle devra faire l'objet d'un écrit modificateur.

Article 2

L'article 19 est rédigé comme suit :

Article 19

*Durée du travail, heures supplémentaires,
travail à temps partiel, repos quotidien*

Article 19.1

La durée du travail est fixée, par la loi, à 35 heures hebdomadaires.

Les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 complètent les dispositions légales et réglementaires pour les entreprises et les exploitations agricoles. Cet accord constitue l'annexe IV de la présente convention :

- définition de la durée du travail effectif : voir l'article 6-1 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- présences ne constituant pas du travail effectif : voir l'article 6.2 de l'accord national du 23 décembre 1981.

Habillage-déshabillage

Le temps consacré à l'habillage et au déshabillage est exclu du temps de travail effectif. Le temps consacré par le salarié pour revêtir des équipements de sécurité n'est pas concerné par cette disposition.

Il est accordé à chaque salarié une compensation de 0,68 € par jour effectivement travaillé lorsque le port d'une tenue complète de travail est exigé par l'employeur :

- heures de travail perdues récupérables : voir l'article 6.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- heures supplémentaires : voir les articles 7.1, 7.2 et 7.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- repos compensateur annuel en cas d'heures supplémentaires : voir l'article 7.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- durée maximale quotidienne : voir l'article 8.2 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- durée maximale hebdomadaire : voir l'article 8.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- durée maximale annuelle : voir l'article 8.4 de l'accord national du 23 décembre 1981 ;
- maximum d'entreprise : voir l'article 8.5 de l'accord national du 23 décembre 1981.

Article 19.2

En cas d'interruption du travail de plus de 2 heures, le salarié à temps partiel peut prétendre au remboursement du 2^e trajet aller-retour du domicile principal au lieu de travail, dans la limite de 30 km, sur la base des taux d'indemnisation de la convention.

Article 19.3

Tout salarié bénéficie d'un repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives.

En cas de dérogation, une récupération de 1 heure pour 1 heure dérogée est accordée. Le repos est à prendre dans les 2 semaines, associé au repos quotidien.

Article 19.4

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle le salarié, sans être à la disposition permanente et immédiate de l'employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'entreprise, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif.

1. Organisation des astreintes

Des astreintes peuvent être mises en place dans les conditions suivantes :

a) Chaque salarié ne peut être d'astreinte que pendant 22 dimanches au plus par année y compris les dimanches travaillés, étant entendu que l'astreinte de dimanche débute le samedi après la journée de travail pour se terminer le lundi avant la reprise du travail.

En outre, chaque salarié ne peut pas être en période d'astreinte plus de 2 dimanches consécutifs, hormis pendant 2 périodes au plus dans l'année au cours desquelles 3 astreintes consécutives de dimanche peuvent être demandées.

b) Chaque salarié ne peut être d'astreinte que pendant 4 jours fériés au maximum dans une année.

c) En dehors du dimanche et des jours fériés, chaque salarié ne peut être d'astreinte de semaine que pendant 150 périodes de 12 heures au maximum durant une année.

2. Indemnisation des astreintes

Les périodes d'astreinte ouvrent droit au versement d'une indemnité forfaitaire basée sur le minimum garanti (MG) prévu à l'article L. 141-8 du code du travail, selon le barème suivant :

- de 0 à 100 périodes de 12 heures, indemnisation à hauteur de 1 MG ;
- de 101 à 150 périodes de 12 heures, indemnisation à hauteur de 1,5 MG.

En outre, le salarié est indemnisé de ses frais de déplacement correspondant à la distance aller-retour du domicile principal au lieu de travail, au tarif de 0,31 €/km.

Article 19.5

Travail de nuit

Les heures de travail effectuées de nuit sont soit majorées de 100 %, soit font l'objet d'une récupération ultérieure en repos rémunéré d'une durée équivalente, en plus du salaire correspondant au travail effectué.

Par travail de nuit, il convient d'entendre tout travail effectué entre 21 heures et 6 heures du matin ou toute autre période fixée par accord collectif ou d'entreprise intervenant dans les conditions de l'article L. 213-1-1 du code du travail.

Article 3

Il est ajouté un dernier alinéa à l'article 22 :

Les heures de travail effectuées le dimanche sont soit majorées de 100 %, soit font l'objet d'une récupération ultérieure en repos rémunéré d'une durée équivalente, en plus du salaire correspondant au travail effectué le dimanche.

Article 4

Le premier alinéa de l'article 22.1 est modifié comme suit :

Les jours fériés légaux sont chômés et payés, dans les conditions de l'accord national du 23 décembre 1981 et ses avenants, lorsqu'ils tombent un jour normalement ouvré dans l'entreprise.

Article 5

La dernière phrase du 3^e alinéa de l'article 22.1 est remplacée par la disposition suivante :

Le travail, l'un des jours fériés chômés payés, donnera lieu à versement d'une majoration de 100 % ou donnera lieu à un repos d'une durée équivalente à cette majoration.

Article 6

L'intitulé de l'article 24 est modifié comme suit :

Article 24

Congés familiaux et absences rentrée scolaire

Article 7

Il est ajouté un alinéa supplémentaire à la fin de l'article 24, rédigé comme suit :

Pour chaque rentrée scolaire, pour tout salarié, deux heures d'absence sont autorisées, par enfant de la maternelle à la 6^e incluse. Les heures sont fractionnables en deux fois, sur le matin ou l'après-midi. En contrepartie, ces deux heures sont récupérables dans les 2 semaines qui suivent.

Article 8

Le 2^e alinéa de l'article 27 est ainsi modifié :

En cas de démission, le préavis est fixé :

- à 8 jours pour un salarié ayant moins de 6 mois d'ancienneté, quel que soit son niveau de classification ;

- à 15 jours pour un salarié de niveau 1, d'une ancienneté supérieure à 6 mois ;
- à 1 mois pour un salarié de niveau 2, d'une ancienneté supérieure à 6 mois ;
- à 2 mois pour un salarié de niveau 3 ou 4, d'une ancienneté supérieure à 6 mois.

Article 9

Les organisations patronales et ouvrières signataires du présent avenant conviennent de l'impossibilité de déroger par accord collectif d'entreprise aux dispositions qui sont adoptées dans le cadre de cet avenant à l'exclusion de l'article 19.5 s'agissant de la période de travail de nuit.

Article 10

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera remis à chacune des organisations syndicales signataires.

Fait à Quimper, le 26 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)